

BILAN FÉMINISTE

2023



En ce contexte de crises multiples et sans précédent, quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour faire avancer les droits des femmes et l'égalité des genres ?



TRAVAIL DE SOIN

Le gouvernement a continué de faire avancer son ambitieux programme national de garderies, avec un financement public historique et des accords bilatéraux avec l'entière des provinces et territoires. Nous avons maintenant besoin d'un système qui puisse répondre à toute la gamme des besoins en matière de soin, y compris auprès des enfants, des personnes en situation de handicap et les soins de longue durée, ainsi qu'auprès personnes âgées.



SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

Des engagements et des investissements fédéraux majeurs en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs et des droits des personnes issues des communautés 2ELGBTQ ont été salués, notamment le lancement du tout premier plan d'action fédéral 2ELGBTQI+. Le gouvernement doit maintenant agir pour garantir l'accès à l'avortement, contrer la désinformation sur l'avortement et veiller à ce qu'une éducation complète à la sexualité soit disponible partout au Canada, ainsi que pour accroître son soutien et le financement des droits LGBTQ dans le monde.



DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Le Canada a continué de faire preuve de leadership sur l'enjeu du travail de soin rémunéré et non rémunéré, et a fait de nouveaux investissements axés sur la COVID-19 et la santé mondiale. Afin de s'attaquer aux crises combinées que sont la COVID-19, la crise climatique et les conflits – lesquels exacerbent tous l'inégalité des genres – le Canada doit continuer à augmenter son aide étrangère et prendre des mesures pour mettre fin à l'inégalité vaccinale.



CONFLITS ET CRISES

Le Canada a fait des investissements importants pour lutter contre la crise de la faim dans le monde et les guerres qui l'alimentent, mais les niveaux de financement doivent augmenter radicalement pour répondre aux besoins croissants et rejoindre les femmes et les filles les plus vulnérables. La convergence de multiples crises et conflits mondiaux souligne également la nécessité d'une politique étrangère féministe cohérente pour le Canada.



DROITS DES PERSONNES MIGRANTES ET RÉFUGIÉES

Le gouvernement a créé plusieurs programmes pour permettre aux personnes cherchant la sécurité de venir au Canada et a annoncé des plans pour un programme de « régularisation », lequel offrirait une voie vers la résidence permanente à toute personne au Canada ayant un statut d'immigration précaire. Pourtant, pour un trop grand nombre de personnes migrantes et réfugiées, l'accès à la protection au Canada reste terriblement difficile.



CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'ambitieux plan climatique du Canada comprend des investissements dans l'adaptation, la mitigation et la transition énergétique. Pour atteindre ses objectifs climatiques, le gouvernement devrait écouter et soutenir les femmes et les groupes marginalisés qui sont disproportionnellement affectés par les changements climatiques. Il devrait aussi prioriser les intérêts des individus et de la planète avant ceux de l'industrie des combustibles fossiles.



PAUVRETÉ

Alors que le gouvernement met progressivement fin aux mesures d'aide d'urgence mises en place pendant la pandémie, ce sont les personnes et les communautés marginalisées qui seront les plus durement touchées par la hausse de l'inflation, la crise du logement et la récession imminente. Pour éviter que les femmes marginalisées et à faible revenu ne s'enfoncent pas davantage dans la pauvreté, le gouvernement doit affiner son analyse sexospécifique intersectionnelle et mettre en œuvre des stratégies ciblées pour lutter contre l'itinérance, le racisme et le capacitisme.



REPRÉSENTATION ET LEADERSHIP

Le cabinet du Premier ministre va au-delà de la parité hommes-femmes et donne aux femmes des rôles de premier ordre qui façonnent l'action gouvernementale au niveau national et international. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la représentation intersectionnelle des femmes au sein du Cabinet et pour lutter contre la hausse de la violence et du harcèlement envers les politiciennes. Le gouvernement devra également continuer à soutenir et s'engager auprès du mouvement féministe de manière significative.



VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE

Le gouvernement a pris des engagements sans précédent pour lutter contre la violence fondée sur le genre par le biais d'un financement fédéral, de propositions de réformes législatives et judiciaires, et d'un nouveau Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe. Ce soutien doit se poursuivre et inclure des actions ciblées pour combler les lacunes du plan d'action national et s'attaquer aux problèmes systémiques, aux lacunes des services et des programmes, et aux vulnérabilités intersectionnelles.



FISCALITÉ

La hausse de l'inflation et la crise du coût de la vie frappent le plus durement les femmes marginalisées et les groupes ayant moins d'accès aux ressources. Malgré ses promesses, le gouvernement a pris peu de mesures pour lutter contre l'extrême inégalité de richesse, comme l'introduction d'un impôt sur la fortune, l'imposition des bénéfices excessifs des entreprises au-delà du secteur financier, la suppression des échappatoires fiscaux et la répression de l'évasion fiscale.



TRAVAIL DES FEMMES ET DROIT DU TRAVAIL

Au Canada, les femmes continuent d'être moins bien payées que les hommes, sont surreprésentées dans les emplois les plus précaires, et sont plus susceptibles d'être victimes de violence et de harcèlement au travail. Cette année, le gouvernement a pris des mesures importantes pour améliorer salaires et avantages sociaux, mais d'autres mesures fédérales sont requises pour remédier aux inégalités entre les genres sur le marché du travail et pour tenir les entreprises canadiennes responsables de leurs activités à l'étranger.



DROITS DES FEMMES AUTOCHTONES

Le gouvernement fédéral a été trop lent à s'attaquer aux inégalités et à la discrimination dont sont victimes les femmes autochtones. En outre, les progrès dans la mise en œuvre des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, et ceux de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées continuent d'avancer à pas de tortue.

Rapport complet disponible ici : <https://www.oxfam.ca/feminist-scorecard/> (en anglais)